

Echos

**Informatique
& Communication**

Edition spéciale

**Programme
CATIA 1C Sénégal**

SSN 00850-4415 N° 0030 -

JUIN 2006

Votre mensuel N° UN de vulgarisation des Nouvelles
Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique

Edition spéciale
Juin 2006

Av. Bourguiba x Rue 12 Dakar - Tél.: +221 825 15 66 - E-mail gapcomsarlafrique@yahoo.fr

CATIA 1C & l'IPAO innovent

Atelier de formation
technique et pratique
sur le thème :

« **Médias & TIC** »

Du 22 au 26 mai 2006

à DAKAR



EDITORIAL**Les TIC appliqués aux Médias...**

L'Institut Panos Afrique de l'ouest et le programme Catia1c ont co-organisé du 22 au 26 mai 2006, un atelier de formation technique et pratique sur le thème « Médias & TIC » à l'attention des journalistes sénégalais tous médias confondus.

Programme de formation qui trouve son inspiration au cœur de la mission commune des initiateurs de ce séminaire, à savoir, renforcer le dialogue politique sur les Technologies de l'information et de la Communication au Sénégal. Noble mission au regard du record de participation enregistré constaté lors de ces journées somme toute, particulières.

Rappelons cependant que cet atelier spécial qui s'est tenu sur 04 jours, faisait suite à deux premiers du genre organisés en janvier et décembre 2005 par CATIA1C. Ce dernier avait pour objectif de renforcer les capacités théoriques et pratiques des journalistes, à l'usage des outils TIC dans les médias.

Des débats et des ateliers pratiques

Plus d'une vingtaine de journalistes de divers médias ont eu droit à un programme taillé sur mesure. Du point de vue théorique, les participants ont été successivement bien briefés par le Sieur Joseph Sarr sur les bilans et perspectives du SMSI, sur les Politiques d'accès universel aux TIC par Madame Fatimata Sèye Sylla et enfin... sur les politiques de libéralisation des télécoms au Sénégal par le Sieur Karim Sy. Les panélistes sont allés au fond de leurs communications respectives, même si les journalistes, bien qu'ils eurent le temps nécessaire pour poser les bonnes questions, auraient aimé que les experts n'arrêtassent pas les débats !

Sur le plan pratique, deux formations distinctes ont été exécutées. La première assurée par le Sieur Alain Just Coly, avait pour richesse la structure et l'hébergement des sites Web, la création, la gestion et l'alimentation de blogs. La deuxième formation quant à elle, animée par le Sieur Oussouf Diagola, a consisté à instruire les journalistes sur la gestion des radios sur Internet, la formation à l'utilisation des logiciels audionumériques libres, à l'utilisation des logiciels de montage audionumériques et à la gestion de programmes musicaux.

Le dernier jour du séminaire atelier a été consacré au Média dialogue entre les journalistes et les représentants des principaux acteurs de Télécommunications notamment :



Ibrahim Jacques IYOK
Directeur de la Rédaction

L'ART (le régulateur) représenté par le Sieur Issa Cissokho, Directeur des Ressources humaines, SONATEL, l'opérateur historique, représenté par son chef de département Régulations, Monsieur Hyacinthe Sarr et SENTEL, le deuxième opérateur GSM dont la présence a été assurée par son Directeur Général. La société civile quant à elle a vu sa participation honorée par deux associations consoméristes, notamment ASCOSEN représentée par son Président Monsieur Momar Ndao et SOS consommateurs par son responsable des relations internationales, le Sieur Mamadou Kane.

Si le séminaire technique a été un succès retentissant puisqu'il a permis aux journalistes de s'accoutumer aux outils de travail moderne en matière de gestion et de traitement de l'information, il n'en demeure pas moins que le moment le plus attendu aurait été le média dialogue où les journalistes avaient enfin...la chance de retrouver sur le même plateau, les deux opérateurs de télécoms, le régulateur et les associations de consommateurs. Moment très rare !

Quels enseignements en tire-t-on ?

Le premier enseignement que l'on peut tirer de ce séminaire, c'est que la forte participation des médias montre que les journalistes ont grand soif du savoir technologique...et qu'il faut savoir leur tendre la perche pour qu'ils puissent s'y bien agripper. Et c'est là le mérite des organisateurs.

Comme l'a constaté les professionnels des médias eux-mêmes, il faut continuer ce genre d'initiatives. Une seule formation ne peut suffire pour donner aux journalistes les clés techniques pouvant leur permettre de s'approprier les TIC pour enfin mieux servir les populations de la bonne information.

Le deuxième enseignement est qu'il est très possible de créer un réseau dynamique de bons et loyaux journalistes TIC au Sénégal car, le groupe formé a brillé par son assiduité, son intelligence et sa discipline exemplaires. De plus, la forte et rare mobilisation des femmes, sept (07) femmes sur les 21 journalistes présents, montre que le genre féminin s'intéresse ou alors commence à sérieusement s'intéresser aux outils technologiques.

Troisième enseignement et pas des moindres : Le programme CATIA1c de l'avis des stagiaires est parvenu à réaliser en très peu de temps et avec très peu de moyens ce que beaucoup n'ont pas pu faire. Il serait alors trop tôt d'arrêter un tel programme qui commence juste à peine de démarrer son expérience heureuse et on ne peut plus utile pour l'avenir du pays.

A l'heure où le gouvernement sénégalais vient d'augmenter l'aide à la presse qui passe de 300 millions de Fcfa à 400 millions de Fcfa, sans oublier le don de plus de 200 ordinateurs aux médias du pays pour participer à la réduction de la fracture numérique dans ce secteur clé, il est important que tous les programmes qui oeuvrent pour l'installation des politiques TIC au Sénégal, puissent réviser leur stratégie de promotion des TIC dans tous les secteurs d'activités économiques.

La formation des médias sénégalais aux rouages des TIC est une urgence. Pour développer le Sénégal, les TIC ne peuvent être le parent pauvre de la presse. Non seulement les journalistes doivent comprendre complètement les enjeux des TIC, mais ils devraient en faire la promotion continuellement en usant des TIC pour bien traiter les informations à servir allègrement aux populations. La démonstration aux journalistes lors de cet atelier du site web www.demarches.gouv.sn spécialisé dans les démarches administratives montrait bien que le journaliste reste la passerelle indispensable pour que la communication entre l'Etat et le citoyen reste un dialogue ombilical, permanent et indestructible.

Les journalistes sénégalais et/ou africains ne peuvent plus se permettre d'être des analphabètes en matière de TIC. C'est du moins ce qu'en pensent CATIA 1C et l'IPAO, pour qui, être journaliste généraliste ou spécialisé de nos jours et ne pas connaître les enjeux des TIC ou alors ne pas savoir en pratiquer tout simplement, est synonyme de refus de la modernité et du développement.

Tel semble être le message servi par CATIA1c et l'IPAO en organisant des mains de maîtres, cet atelier qui reste l'un des plus originaux dans l'histoire du renforcement des capacités des acteurs médiatico technologiques.

Interview de ...**Mme Coura FALL,
Coordonnatrice du Programme
CATIA1c Sénégal**

Echos Infocom : Vous sortez d'un séminaire organisé à l'attention des journalistes sénégalais tous médias confondus, pouvez vous nous dire ce qui a inspiré cette initiative ? :

Coura Fall : Cela entre dans le cadre de notre plan de plaidoyer sur les politiques TIC au Sénégal. Il s'est avéré lors d'une première rencontre avec les médias, la société civile et les professionnels du secteur privé TIC, que les enjeux TIC étaient mal ou pas du tout couverts par la presse sénégalaise alors que tout le monde sait que cela constitue un enjeu prioritaire dans la société contemporaine. Les professionnels des Médias ont fait part de leur manque de compréhension des enjeux TIC et aussi de l'usage des Tic dans leur travail de diffusion de l'information. Avec le programme CATIA 1c chargé de susciter des débats et discussions sur les politiques TIC, nous avons axé notre plan d'actions sur le renforcement des capacités des Médias sur les politiques TIC. Cet atelier est la suite de deux premiers ateliers organisés en janvier et décembre 2005.

Echos Infocom : Pourquoi avez-vous co organisé ce séminaire atelier avec l'Institut Panos Afrique de l'Ouest ?

Coura Fall : L'IPAO a dans le cadre d'un programme régional le même objectif que Catia1c. Nous avons voulu faire conjuguer nos efforts pour rendre la formation plus efficace et avoir une meilleure audience de la part des participants. Nous avons pensé que faire une seule formation conjointe sera plus efficient.

Echos Infocom : Quel bilan tirez vous de cet évènement ?

Coura Fall : Le bilan est très positif puisque nos objectifs sont atteints. Vous savez que le programme CATIA 1C est chargé de susciter des débats politiques instructifs, animés et inclusifs qui cadrent avec l'environnement politique local. Avec le média dialogue organisé à la suite de l'atelier de formation, nous avons pu animer un débat sur l'arrivée du nouvel opérateur global de télécommunications, quelles conséquences pour le citoyen. Lequel débat a été très riche en enseignement

déterminante et très utile.

Echos Infocom : En marge des ateliers qui ont eu lieu du 22 au 24, vous avez organisé le 26, un média dialogue sur le thème « Conséquences de l'arrivée du 3^e opérateur Télécom



et a pu nous clarifier la position du régulateur et nous édifier sur l'état actuel du dossier d'appel d'offres pour ce nouvel opérateur. Les journalistes formés ont pu relater les faits et diffuser l'information à la population. Ce qui manquait dans l'environnement médiatique du Sénégal. Nous avons

au Sénégal », pourquoi avoir choisi de faire ce média dialogue, était-ce important ?

Coura Fall : Vous savez que le secteur des télécommunications a été officiellement libéralisé depuis 2004 et l'Etat sénégalais a décidé de lancer au cours

**" Je rêve que tous les médias
du Sénégal puissent traiter un jour
des politiques TIC, afin de susciter un
débat plus large sur la question. "**

également pu amorcer la création d'un réseau globalisant de journalistes spécialisés TIC, dont nous faciliterons la tenue de leur première assemblée générale constitutive.

Echos Infocom : Qu'est-ce qui vous a le plus marqué dans cette rencontre ?

Coura Fall : Le média dialogue, et surtout l'engouement des journalistes pour la formation. Il nous est apparu également qu'une « famille TIC » s'est formée, incluant certains professionnels des médias, les experts TIC et la société civile. La rencontre avec les éditeurs et directeurs de publications une semaine avant l'atelier a également été

du 1^{er} trimestre 2005 un appel d'offres international en vue du choix d'un nouvel opérateur qui disposera d'une licence globale mais depuis c'est le statut quo. Tous ces enjeux sont en suspens malgré le fait que nous avons déjà un nouveau code des télécoms dont l'une des principales innovations est la clarification des principes de base devant régir les activités de télécoms à savoir la transparence, la concurrence saine et loyale...etc. Ce débat rentre bien dans cette optique.

Echos Infocom : Vous avez réussi à faire venir sur la table de ce média dialogue les deux opérateurs télécoms, l'agence de régulation des télécoms et deux associations consommateurs, plus les 21 journalistes qui ont été formés, n'est-ce pas un record ?

Coura Fall : Effectivement, nous avons eu une participation massive des jour-



nalistes, du directeur général d'un opérateur télécoms et un représentant de l'opérateur historique, de la société civile, pour ce média dialogue qui était une première dans le domaine. Pour la première fois, les différents acteurs se sont retrouvés sur une même table et devant la Presse pour débattre des politiques TIC. Ainsi comme vous le dites, nous avons su susciter leur intérêt à notre débat.

Echos Infocom : Et si l'on vous demandait en deux mots de faire un bilan de ce média dialogue que diriez vous ?

Coura Fall : Positif et enrichissant...

Echos Infocom : Quelle est la suite à donner à ce séminaire atelier ?

Coura Fall : L'atelier fait partie d'une série d'activités prévues dans le cadre de mon plan de plaidoyer pour le Sénégal. Nous comptons dès le mois de juin continuer avec un débat télévisé sur les TIC animé par les journalistes formés. Nous souhaitons également les aider à organiser une assemblée générale constitutive du réseau de journalistes spécialisés TIC. Déjà deux organes de presse sont intéressés par notre programme. L'un compte nous fournir un espace pour une chronique TIC et un autre compte dédier tout son magazine à la vulgarisation des TIC.

Echos Infocom : Vous avez annoncé que le programme tirait à sa fin, alors que les journalistes viennent à peine de se rendre compte de l'importance de votre travail et des enjeux TIC.

Comment comptez vous continuer d'une manière ou d'une autre cet excellent programme ?

Coura Fall : C'est vrai ce programme tire à sa fin mais il est prévu un autre atelier d'ici juillet pour faire le bilan et voir quelles sont les actions à mener après Catia. Pour cela, des partenariats sont à nouer avec les ONG spécialisés, le secteur privé TIC, l'agence de régulation et la société civile. Nous sommes également en train de rechercher d'autres sources de financement pour la conduite de cette initiative et ce merveilleux parcours avec les médias.

Echos Infocom : Un dernier message

Coura Fall : Je rêve que tous les médias du Sénégal puisse traiter un jour des politiques TIC afin de susciter un débat plus large sur la question. Lequel débat favorisera un changement significatif dans l'élaboration des politiques pour demain chaque sénégalais puisse avoir accès aux TIC à un prix abordable et indépendamment du lieu où il se trouve. Je rêve que ma tante qui habite à Lambaye puisse à travers les TIC échanger avec mon cousin installé aux USA, et surtout puisse améliorer sa connaissance en se formant avec les outils audiovisuels présents sur le Net et en oulof ! La famille TIC formée lors de cet atelier nous y aidera certainement.

Echos Infocom : Nous vous remercions pour vos réponses.

Propos recueillis par
Ibrahim Jacques IYOK



Promotion TIC ...

Catia 1c et L'IPAO consolident à l'unisson le couple **Presse et Tic**

La composante 1C du Programme Catalysing Itc in Africa (CATIA) et l'Institut Panos pour l'Afrique de l'ouest (IPAO) ont organisé du 22 au 26 mai à Dakar, un atelier de formation à l'intention des professionnels des médias du Sénégal. Objectif, poursuivre la dynamique de renforcement des capacités des acteurs des médias pour favoriser une meilleure appropriation des politiques Tic par la presse africaine.

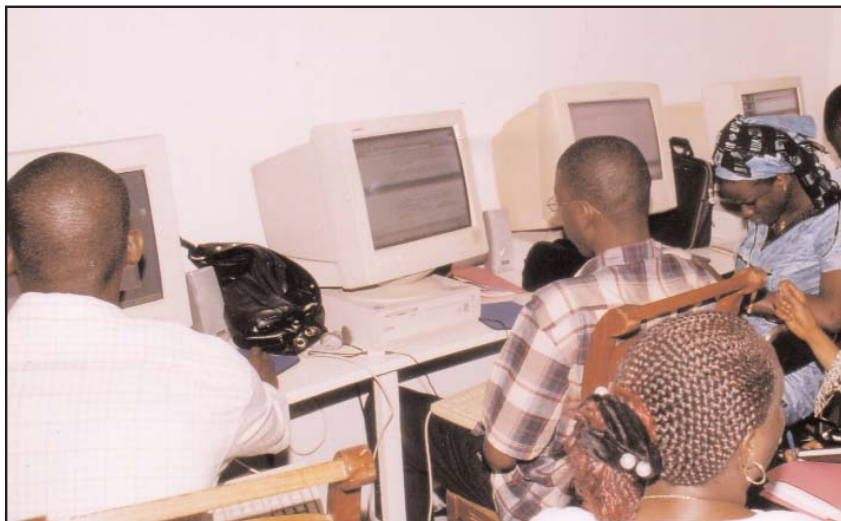
A la fin de l'atelier de décembre 2005 à Dakar, la coordonnatrice de la Composante 1C du Programme Catalysing Itc in Africa (1C CATIA), Madame Coura Fall, avait promis de donner une suite imminente à la formation des journalistes en Technologies de l'information et de la communication. Engagement respecté. Pendant toute une semaine, les co-organisateurs de ce séminaire atelier ont fait replonger les journalistes dans l'univers professionnel des Tic.

Mieux que les discours conceptuels, c'est un apprentissage des technologies de la communication appliquées à l'exercice de la presse qui a occupé une vingtaine de professionnels des médias. Le temps d'une journée assidue, les journalistes ont été instruits au nouveau médium que constituent les Blogs, ces fameux « journaux en ligne ». De la création à la diffusion, en passant par l'alimentation des blogs en informations, chaque représentant d'organe de presse s'est familiarisé avec cette merveille des Tic qui permet à son auteur de partager en toute liberté avec les internautes, des informations, des réflexions, son état d'âme, sa vie personnelle, etc. Bref, il s'agit d'un espace d'expression totalement dédié au journaliste contemporain. « A l'inverse d'un journal où chaque journaliste signe, parfois très discrètement ses articles, un blog sera complètement dédié à une personne. C'est l'occasion de se faire connaître et se mettre en valeur très simplement », a fait aussitôt remarquer le journaliste, spécialiste des Tic, Alain just Coly.

Ainsi, les différents participants ont reconnu aisément que le « blogging » n'est pas une mode passagère mais un vrai phénomène de masse. D'ailleurs, en mars 2005, les moteurs de recherche recensaient environ 10 millions de bloggeurs à travers le monde. Un chiffre qui devrait être déjà additionné de quelque 20 blogs créés à l'issue

de cette session.

Les acteurs des médias ont ensuite approfondi l'apprentissage, soit en matière de langage HTML ou page web, soit dans la maîtrise des logiciels libres de montage radiophonique. La passion et la pratique dans l'un ou l'autre domaine d'enseignement n'ont pas manqué de faire découvrir des talents certains d'ouvriers de technologies de la communication, prêts à sonder



toutes les nombreuses applications du monde numérique. « A cette allure, on finira par décortiquer tout le système complexe du net ou fabriquer des serveurs racines ! », ironise au passage l'un des participants, à l'issue de la seconde journée de la session pratique.

Le concept de l'accès universel recentré

Le seul véritable débat conceptuel de ces journées de formation a tourné autour de l'accès universel aux Tic. « L'accès universel est souvent considéré comme l'objectif politique de fournir un accès convenable à des moyens de com-

munications à une population entière. Les équipements publics d'accès (cabines publiques...) sont les moyens le plus généralement utilisés pour atteindre cet objectif », note le rapport 2006 de Panos sur les Tendances du service et de l'accès universel en Afrique du centre et de l'ouest.

Mais l'accès aux Tic pourrait-il se limiter au simple usage du téléphone ?

La finalité de toute politique de vulgarisation des Tic est l'accès de toutes les couches de la population aux biens et services du numérique, tranche la coordonnatrice de 1C Catia, Mme Coura Fall. Elle part du constat que l'accès universel est inégal en Afrique et suit les disparités socioéconomiques déjà existantes laissant une fracture numérique

réelle entre les riches et les pauvres, les villes et les zones rurales, les jeunes, les personnes âgées et les handicapés, les hommes et les femmes, pour redéfinir le concept comme l'objectif visant à promouvoir une appropriation sociale et démocratique des Tic à tous les citoyens et toutes les citoyennes.

L'accès universel aux Tic sera alors recentré dans le cadre de l'atelier, vers l'accès aux infrastructures physiques, aux solutions technologiques (logiciels) et à l'apprentissage (développement de capacités).

La présidente de l'Ong Bokk Jang, Mme Fatoumata Seye Sylla, a souligné égale-



ment que l'accès universel devrait signifier une bonne qualité des services du numérique et des coûts à la portée de toutes les bourses pour l'utilisateur final, avant de préconiser dans la même foulée, un cadre de réglementation qui amène le secteur privé à étendre l'accès universel aux services de communication.

Il ressort heureusement de sa présentation, que les autorités sénégalaises, conscientes du retard révélé par les indicateurs d'accès universel aux Tic (environ 23.100 télécabines et cybercentres en 2004 et 41% du territoire national couvert), ont fixé dans un document projet de la stratégie nationale d'accès universel, quelques grands objectifs à atteindre à l'horizon 2008. Il s'agit du raccordement de 9500 villages et de tous les 14 200 villages du pays d'ici 2010 ; l'augmentation des lignes téléphoniques totales à 3 millions, avec la possibilité d'autoriser quelques opérateurs ruraux de téléphone, ou encore de permettre à des collectivités locales à établir des réseaux et à fournir des services de télécommunication, etc.

Le troisième opérateur GSM en question

Apothéose de l'atelier, le 26 mai, un grand média dialogue sur l'arrivée d'un troisième opérateur de téléphonie mobile par le gouvernement pour être concrétisée depuis le 1^{er} janvier 2006. Les journalistes participant à l'atelier de Catia et Panos ainsi que d'autres représentants d'organe invités à cette journée ont abreuvé de questions et réflexions, le parterre de personnes ressources, qui a eu le mérite effectif de réunir les grands acteurs du paysage sénégalais des télécommunications ainsi les représentants des consommateurs.

D'entrée de jeu, le chef du département Réglementation de la Sonatel, l'opérateur traditionnel de téléphonie fixe, Hyacinthe Sarr, rassure : « Conformément à la politique de libéralisation du secteur des télécommunications entreprise par l'Etat sénégalais, la Sonatel est favorable à l'attribution d'une licence globale pour permettre l'arrivée sur le marché du deuxième opérateur de téléphonie fixe et du troisième en matière de GSM ».

Avec un taux de pénétration de 10% de la population, 267.000 clients actifs en téléphonie fixe, 1 750. 000 tel portable, le marché sénégalais de la téléphonie n'est pas négligeable, a assuré le directeur des Ressources Humaines de l'Agence nationale de régulation des télécommunications (ART), Omar Sissokho. Sur l'insistance des journalistes, il rompt le mystère et indique que le processus d'appel d'offre international est en cours d'achèvement, de même que le projet des cahiers des charges devant permettre l'attribution de la licence globale de télécommunication avant fin 2006.

Cette dernière révélation n'a pas tardé à susciter l'intérêt du directeur général de Sentel, le second opérateur de téléphonie mobile, M. Wim qui a directement manifesté l'intention de sa société à postuler pour cette licence globale en jeu.

Mais, plus que les débats d'intérêts entre opérateurs, ce sont les avantages que présente l'avènement d'un nouvel opérateur pour les populations qui a constitué l'essentiel des préoccupations de la presse. En plus de l'éventail de choix offert pour le service téléphonique et de quelques centaines d'emplois à pourvoir, le responsable de l'ART s'avance dans les prévisions et révèle que le marché sénégalais cumulé de la téléphonie mobile et du fixe va atteindre en 2009, avec l'attribution d'une seconde licence globale, le sommet des 700 millions de dollars, soit près de 380 milliards de francs Cfa.

Comparé aux 250 millions de FCFA actuellement engrangés à travers le secteur des télécommunications au Sénégal, l'arrivée d'un troisième opérateur GSM présente vraiment des enjeux énormes en termes de recettes pour l'Etat. Reste que cette manne financière puisse être bien canalisée pour avoir des effets réels dans l'appropriation des Tic par les populations. La question du respect de l'éthique et des normes d'attribution, le mutisme des associations consoméristes sur les dysfonctionnements du service téléphonique sont autant de débats soulevés à cette journée par la grande famille de la presse et des Tic désormais scellée par Catia et Panos.

La machine de la presse, impulsée par les acteurs des Tic est maintenant véritablement lancée pour aller réellement aux combats de la révolution numérique. Tant mieux !



05 questions à ...**Fatimata Sèye Sylla**
Ingénieur informatique
Spécialiste TIC, éducation et genre
Présidente ACSIS Sénégal

« Nous avons pu constater combien les journalistes sont mal informés sur les différentes problématiques liées à l'accès universel. »

Echos Infocom : Vous avez été l'une des panélistes du séminaire atelier organisé à l'attention des professionnels des médias sénégalais du 22 au 26 mai 2006 à Dakar, que pensez-vous de cette initiative ?

Fatimata Sèye Sylla : L'enjeu d'aujourd'hui dans le domaine des TIC est la lutte contre la fracture numérique à tous les niveaux (entre villes et campagnes, jeunes et personnes âgées, différents genres, handicapés et valides, différentes professions, etc.). Cette entreprise ne saurait réussir sans l'implication des professionnels des médias, ce qui justifie l'importance d'un tel atelier que CATIA1c a pu organiser avec succès.

Echos Infocom : Quelle a été l'essentiel de votre présentation ?

Fatimata Sèye Sylla : Ma présentation a porté sur les politiques d'accès universel aux TIC au Sénégal et j'ai eu à comparer les recommandations formulées par des régulateurs de télécom

internationaux aux actions et projets actuels de notre Agence de Régulation des Télécom. Cette présentation a permis de mettre en exergue les points forts et faiblesses du Sénégal pour la réalisation d'une politique d'accès universel efficace et d'inciter les professionnels des médias à saisir l'importance de leur propre rôle dans cette entreprise.

Echos Infocom : Pourquoi d'après vous ce genre de rencontre devrait avoir lieu ?

Fatimata Sèye Sylla : Déjà, lors de cette rencontre, nous nous sommes rendu compte de l'intérêt que les professionnels des médias portaient aux enjeux des TIC dans notre pays. Nous avons pu constater également combien ils étaient mal informés sur les différentes problématiques liées à l'accès universel. Ils ont pu mesurer le rôle combien important qu'ils avaient à jouer surtout en matière d'information, de sensibilisation des populations et aussi en matière d'observation et de

promotion pour une bonne mise en œuvre de la politique de TIC au Sénégal

Echos Infocom : L'on reproche très souvent à la presse de ne pas faire la Une avec l'information sur les TIC. Avez-vous un avis là-dessus ?

Fatimata Sèye Sylla : Oui, c'est vrai que la presse est plutôt versée vers les sujets à sensation tels que la politique et certains faits divers bien qu'il y ait parmi des experts qui auraient pu faire des dossiers importants sur des sujets aussi importants que les enjeux des TIC sur notre développement. Malheureusement, comme ils ont eu à l'expliquer lors de l'atelier, il leur faut générer des bénéfices et c'est la sensation qui paie le plus au Sénégal. Pour moi, ceci est carrément un cercle vicieux car on ne peut s'intéresser à quelque chose qu'on ignore. Les lecteurs, comme les professionnels des médias, qui ne sont ni sensibilisés, ni formés sur les TIC ne peuvent pas s'y intéresser. C'est pour cette raison que cet atelier est doublement important en ce sens qu'il permet de former ces professionnels afin qu'ils puissent sensibiliser et former à leur tour leurs lecteurs. Ils auront appris comment les accrocher aux sujets relatifs au développement avec les TIC.

Echos Infocom : Vous êtes la présidente d'une nouvelle association des Acteurs TIC, pouvez-vous dire de quoi il s'agit et décrire votre plan d'actions ?

Fatimata Sèye Sylla : Oui, l'Association de la Société Civile Africaine pour la Société de l'Information (ACSIS en Anglais) a été créée à Tunis lors du Sommet Mondial sur la Société de l'Information pour permettre une participation effective de la Société civile africaine à la mise en œuvre du plan d'actions de Genève et des engagements de Tunis. Au niveau de chaque pays, existe une ACSIS nationale. Au Sénégal, nous avons pu regrouper tous les acteurs TIC y compris les professionnels des médias pour pouvoir réfléchir sur les actions que doit mener la Société civile sénégalaise pour la promotion des TIC pour toutes au Sénégal et en Afrique. Notre plan d'action consiste à mettre sur pied des commissions techniques relatives aux différents secteurs du développement et selon les recommandations du SMSI. Ces commissions seront chargées de réfléchir et de formuler des actions immédiates à mener par les différents partenaires que sont la Société civile elle-même, l'Etat et le secteur privé.

Point de vue ...**Ken LOHENTO****Coordonnateur du Programme TIC
Institut Panos Afrique de l'Ouest**

Echos Infocom : Vous avez co-organisé à l'attention des professionnels des médias sénégalais un séminaire atelier sur le thème " Médias et TIC ", pourquoi avez-vous initié cette rencontre ?

Ken LOHENTO : Nous avons initié cette rencontre dans le cadre d'un projet de renforcement de capacités des médias sur les enjeux de la société de l'information, financé par la francophonie, l'INTIF en particulier. Le même type d'atelier aura lieu dans 5 autres pays africains (Bénin, Burkina Faso, Niger, Mali, Burkina Faso) et il s'agit de la seconde série d'ateliers nationaux financés par la francophonie. La première a eu lieu en 2005. Notre objectif final est de contribuer au renforcement des capacités des médias avant qu'ils soient de véritables acteurs, médiateurs dans la gouvernance des TIC. Comme vous le savez, les TIC sont aujourd'hui à la fois un outil de développement social et un secteur économique en plein boom. Il est indispensable que la presse puisse jouer son rôle de quatrième pouvoir dans ce domaine, contribuer à sauvegarder les intérêts publics et à une gouvernance productive des TIC pour le développement.

Echos Infocom : Pourquoi la co-organisation avec le programme CATIA 1C ?

Ken LOHENTO : L'IPAO est également un acteur du programme CATIA, parce que nous intervenons dans trois autres de ses composantes, en particulier la composante qui s'occupe des politiques régionales et internationales (via le projet CIPACO). Dans le même temps, l'IPAO par sa mission traditionnelle avait fait du renforcement de capacités de la presse et du soutien à la presse un axe de travail stratégique. Comme vous le savez sans doute, l'IPAO travaille depuis longtemps pour le développement de la presse en Afrique, car elle est l'un des garants de la démocratie, dont la promotion est un de nos objectifs. Donc, nous nous sommes associés à la com-

posante 1C de CATIA pour organiser cet atelier parce que nous sommes partenaires et parce qu'il s'agit d'une activité



sur laquelle nous travaillons naturellement, notamment via le projet financé par la francophonie dont j'ai parlé tantôt. Il fallait mieux mutualiser les ressources et les énergies, puisque nous avons dans ce cas la même cible.

Echos Infocom : Avez-vous atteint vos objectifs ?

Ken LOHENTO : J'étais personnellement en mission durant l'atelier, j'ai juste travaillé sur sa conception avec les autres collègues et sur la coordination d'ensemble. Mais selon le feedback que j'ai reçu de mes collègues et de la presse, je crois que l'événement était un succès. C'est-à-dire que

les journalistes étaient très intéressés, qu'ils ont bien participé, que les spécialistes des questions des TIC que nous avons invités ont bien réalisé leurs interventions. En particulier, le dialogue que nous avons organisé entre opérateurs de télécoms et journalistes a eu un fort écho dans la presse, car les questions du nouvel opérateur de télécoms et de la régulation entre la SENECEL et la SONATEL sont un sujet d'intérêt public patent.

Echos Infocom : L'on reproche très souvent à la presse de ne pas faire la part belle à l'information spécialisée TIC. Est-ce votre avis ?

Ken LOHENTO : Je pense sincèrement que la presse n'a pas à faire la part belle aux TIC pour le simple plaisir de lui faire la part belle ou pour le plaisir de parler des nouvelles technologies, de faire vendre des ordinateurs ou des services TIC. Les responsables d'organe de presse insistent aussi à juste titre sur la nécessité pour une presse commerciale d'écouler leurs parutions et un papier stérile sur les TIC ne fera pas vendre. Il s'agit par contre de couvrir effectivement tout sujet, tout enjeu d'intérêt public, et d'être un vecteur de la bonne gouvernance. Dans notre objectif à nous, c'est dans ce contexte qu'un renforcement des capacités de la presse sur les TIC se situe. Car, bien que les questions TIC comportent aujourd'hui beaucoup d'enjeux d'intérêt social et économique, ces enjeux ne sont pas connus ou maîtrisés par la presse dans

sa globalité. Nous avons ainsi l'ambition de conduire à une meilleure compréhension de ces enjeux. Des questions comme l'impératif de l'accès de tous, y compris les handicapés, les femmes, le milieu rural, aux services de l'Internet, des questions comme les coûts de la téléphonie mobile qui doivent être abordables aux citoyens, les opportunités offertes par la voix sur IP, la gouvernance électronique, etc, sont des sujets très importants que la presse doit mieux connaître et maîtriser.

" Il est indispensable que la presse puisse jouer son rôle de quatrième pouvoir dans ce domaine, contribuer à sauvegarder les intérêts publics et à une gouvernance productive des TIC pour le développement. "

er. Si elle les maîtrise et qu'elle perçoit les enjeux sociaux qu'elles recèlent, elle va les couvrir. Une preuve récente c'est que le débat sur les services des opérateurs télécoms que nous avons organisé le dernier jour de l'atelier, a été abondamment couvert par la presse ; le sujet était même à la Une d'un journal, fait rarissime pour un article traitant des TIC. Il semble, toutefois qu'il y a eu de petits problèmes dans le traitement équitable des deux opérateurs.

Echos Infocom : D'après vous est-ce le manque de formation qui est la cause de la carence en traitement de l'information dans les médias sénégalais ?

Ken LOHENTO : C'est probablement l'une des raisons, pas la seule. Mais dans tout pays il y a carence dans le traitement de l'information dans les médias.

Echos Infocom : Pour la première fois

vous avez pu recevoir dans un média dialogue tous les opérateurs télécoms et les associations de consommateurs, comment avez-vous réussi cette prouesse ?

Ken LOHENTO : C'est la persévérance de toute l'équipe chargée de l'organisation pratique qui nous a permis de réunir tout ce beau monde. C'est le lieu de remercier tous ceux qui ont eu à travailler sur l'organisation pratique, mais également de remercier les différents acteurs invités, notamment la SONATEL et la SENTEL d'avoir bien voulu jouer le jeu, d'avoir voulu se confronter à l'opinion publique, notamment une opinion souvent caustique comme celle des journalistes. C'est là aussi une démonstration de leur statut d'acteur social, démocrate, soucieux de la bonne information du citoyen.

Echos Infocom : Que comptez vous faire pour pérenniser ce genre de rencontres ?

Ken LOHENTO : Je pense qu'il faut continuer et développer le dialogue avec les hommes de médias, identifier avec eux les besoins de formation réels, et mettre en œuvre des projets pertinents qui auront toujours le soutien des différents acteurs et partenaires. Il faut également évaluer le travail réalisé, travailler avec les journalistes qui souhaitent réellement se spécialiser sur ces questions, afin d'améliorer la qualité intrinsèque des articles produits.

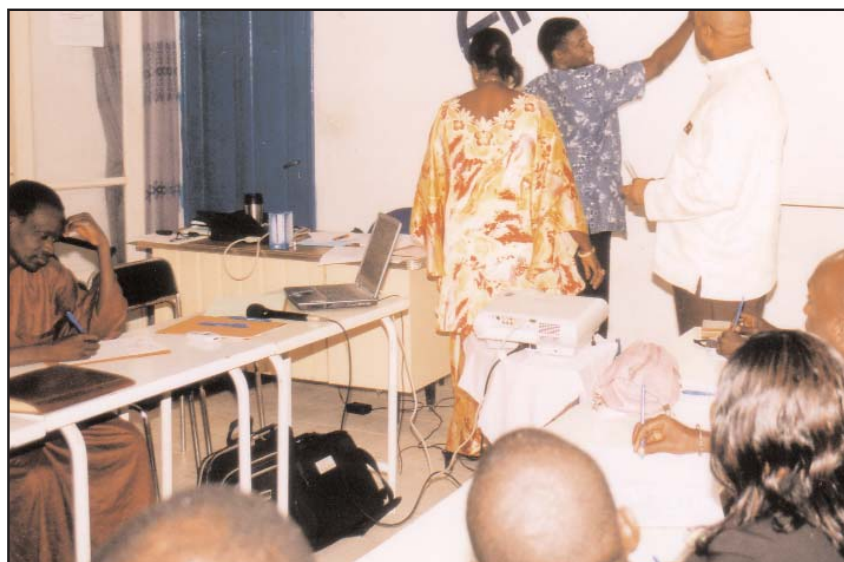
Echos Infocom : Vous avez annoncé que le programme tirait à sa fin, alors que les journalistes viennent à peine de se rendre compte de l'importance de votre travail et des enjeux TIC. Comment comptez vous continuer d'une manière ou d'une autre cet excellent programme ?

Ken LOHENTO : Le programme CATIA tire à sa fin, mais la mission de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest ne tire pas à sa fin, les projets de renforcement des médias dans le secteur des TIC vont naturellement se poursuivre. CATIA comme tout projet, notamment lorsqu'il est financé par des partenaires étrangers, devrait avoir une fin. Mais les besoins existent toujours, je pense, et c'est à nous d'œuvrer collectivement pour trouver les solutions idoines.

Echos Infocom : Un dernier message

Ken LOHENTO : Je souhaite que la presse devienne de plus en plus une presse citoyenne, qu'elle se professionnalise davantage dans cette perspective, afin de mieux servir les intérêts des citoyens, du progrès socio-économique, de la démocratie.

Echos Infocom : Nous vous remercions pour vos réponses.



Réactions ...

Aissatou Tounkara IPAO

« Les objectifs de l'atelier ont été atteints. Les journalistes semblent satisfaits de leur formation et des contacts pris avec les organisateurs. La bonne entente, la bonne humeur et la capacité d'adaptation de tous restent ce qui m'aura le plus marqué dans cette organisation. Pour les prochains séminaires ateliers, il faudrait plus de communication avant qu'ils n'aient effectivement lieu. »



04 questions à ...**Joseph SARR
Consultant TIC
Maître de Conférences Faculté des
Sciences et Techniques (UCAD)**

Echos Infocom : Vous avez été l'un des panélistes du séminaire atelier organisé à l'attention des professionnels des médias sénégalais du 22 au 26 mai 2006 à Dakar, pourquoi avez-vous accepté cette invitation ?

Joseph Sarr : Conformément aux priorités définies par le NEPAD et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, en matière de TIC, notre objectif principal est d'œuvrer pour la diffusion et l'élargissement de la société de l'information auprès plus grand nombre. Ces préoccupations ont été largement reprises dans le Plan d'Action du Conseil Régional de Dakar. Le thème sur lequel j'étais invité à intervenir (le Sommet Mondial sur la Société de l'Information - Bilans et perspectives) me semblait suffisamment pertinent pour que je m'inscrive sans hésitation dans la dynamique du renforcement des capacités des journalistes dans ce domaine, ayant participé activement à l'essentiel du processus du SMSI.

Quand on considère que les journalistes sénégalais, qui sont les principaux relais de l'information et de l'événementiel, n'avaient pas massivement participé à cet événement mondial, il était important pour eux d'avoir une source d'information différente des grands médias habituels.

Echos Infocom : Pouvez vous briève-

ment revenir sur votre communication proférée lors de cet atelier ?

Joseph Sarr : Le SMSI a été, à mon avis, un grand moment dans la marche du monde vers le partage des Connaissances et des Savoirs. Les thématiques relatives aux mécanismes de financement et à la gouvernance de l'Internet sont apparues comme faisant partie des 3 ou 4 enjeux majeurs qui se sont révélés au cours du processus du SMSI.

Au niveau Africain, les Gouvernements Africains ont réussi à consolider un « Groupe Africain » et à faire des propositions et des interventions unitaires. Pendant tout le processus préparatoire et pendant les deux phases du SMSI, ce Groupe a fait preuve d'une grande solidarité dans son fonctionnement et d'efficacité dans l'harmonisation des différentes sensibilités qui ont permis d'aboutir à des positions communes.

Au Sénégal, la participation des diverses parties prenantes au processus du SMSI a été catalysée par la vision du Président de la République du Sénégal qui est l'initiateur du Fonds de Solidarité Numérique.

Pour la partie sénégalaise, le succès a été au rendez-vous si l'on considère d'une part l'adoption définitive du Fonds de Solidarité Numérique et d'autre part le fait que la position adop-

tée dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, notamment en ce qui concerne la création d'un Forum sur la Gouvernance de l'Internet pour la prise en charge du traitement des questions de politique publique, est en phase avec la Déclaration des Ministres Africains en charge des TIC adoptée le 7 septembre 2005 à Dakar.

Naturellement, tout n'a pas été parfait. Le principe du SMSI, qui était une rencontre organisée par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) pour le compte de l'Organisation des Nations Unies avait mis en œuvre une organisation originale mettant en présence trois (03) entités : Gouvernements, Société Civile et Secteur Privé.

On peut dire que la participation sénégalaise aurait pu être encore plus percutante s'il y avait une meilleure coordination entre les différents acteurs et intervenants de la représentation officielle (Primature, Ministère chargé des NTIC, Ministère des Affaires Etrangères, Agence de l'Informatique de l'Etat, Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes, etc.), certains démembrements de l'Etat (Universités, Collectivités locales), le secteur privé, la presse, les ONG, la société civile, etc. En effet, malgré de nombreuses tentatives de coordination, initiées principalement par la Primature et le Ministère des Postes, des Télécommunications et des NTIC, les membres de la société civile, les collectivités locales, les universités et les ONG ont participé au processus du SMSI globalement en ordre dispersé.

L'expérience acquise au cours du processus du SMSI a permis aux différents acteurs intéressés de proposer la création d'un forum de coordination nationale de la société de l'information, qui prendrait en compte l'implication et la participation de toutes les parties prenantes (gouvernement, société civile et secteur privé) dans la gestion de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information. Cette nouvelle structure est actuellement en cours de mise en place, avec la participation active et inclusive du Ministre des Postes, des Télécommunications et des NTIC.

Echos Infocom : Quelle lecture faites vous de ce genre de rencontres ?

Joseph Sarr : Il faut naturellement féliciter les initiateurs de telles rencontres qui peuvent être considérées comme inclusives par rapport à la mise à niveau des différents acteurs de la société de l'information dans laquelle les journalistes doivent être parfaitement intégrés.

Echos Infocom : L'on reproche très souvent à la presse de ne pas traiter l'information sur les TIC. Que diriez vous à ce sujet ?

Joseph Sarr : J'ai eu longtemps la même impression. On peut cependant constater que la grande masse de l'information relative aux TIC prend très souvent sa source dans les conférences internationales qui se déroulent à des milliers de kilomètres du Sénégal. La

participation à ces rencontres coûte très cher et n'est pas toujours soutenue par les bailleurs de fonds. Dans la nomenclature du SMSI, les journalistes, en dehors de très grands groupes de presse, étaient considérés comme membres de la société civile et pouvaient donc prétendre aux bourses allouées par l'Union Internationale des Télécommunications. Dans tous les cas, je pense qu'il serait souhaitable que les Autorités Publiques Sénégalaises puis-

sent prendre en charge cette préoccupation, du moins en partie, compte tenu du rôle de relais joués par la presse auprès des populations.

A titre personnel, je considère la marche universelle des hommes en direction de la Société de l'Information comme une activité vivante et passionnante, souvent plus stimulante et valorisante pour la presse que le simple traitement des faits divers locaux ou de la politique politicienne.

Ce qu'en pense ...

Oussouf DIAGOLA Spécialiste RADIO (IPAO)

*« Audacity est un logiciel
audionumérique libre qui sert en
à acquérir le son, le monter
et le mixer. »*

Echos Infocom : Vous avez été l'un des animateurs de l'atelier technique organisé à l'attention des professionnels des médias sénégalais du 22 au 26 mai 2006 à Dakar, quel bilan en tirez-vous ?

Oussouf Diagola : Je voudrais d'abord souligné que je n'ai été là que pour l'atelier Radio organisé dans la matinée du mercredi 24 mai. Donc de ce fait, mon jugement ne portera que sur ce moment précis. J'en retiens que l'initiative est à saluer d'autant que les participants que j'ai eus étaient très intéressés par le module.

Les TICs restent encore à domestiquer pour beaucoup de journalistes. L'usage reste encore dans le cadre du travail au bureau et ce, de façon très ludique, alors que les potentialités sont si nombreuses.

Echos Infocom : Comment s'est déroulée votre séance de formation ?

Oussouf Diagola : L'atelier Radio a réuni 7 journalistes dont un seul homme qui était le coq de la basse cour. L'intérêt était patent et certains découvraient pour la première fois un logiciel audionumérique de montage. Ils étaient émerveillés par la technologie.

Echos Infocom : Pouvez vous brièvement nous rappeler l'essentiel de votre communication dans cet atelier ?

Oussouf Diagola : On m'a demandé au pied levé de remplacer celui qui devait dispenser la formation sur les radios en ligne : principes, fonctionnement, gestion, animation ; les logiciels audion-



umériques libres (logiciels de gestion, logiciels de montage : présentation et formation à leur utilisation) ; les logiciels de gestion de programmation musicale ; le téléchargement de programmes radio et dernier point la mise en place et approvisionnement d'un hub. C'était trop pour une séance de seulement 4 heures d'horloge. En outre, on ne savait pas grand-chose des pré requis des participants. Les quels manipulent déjà les outils audionumériques, quel est leur niveau... etc. Avec la petite expérience que j'ai dans la formation des agents de radios depuis plus de 10 ans, j'ai décidé de faire un point sur les pré requis des participants. Il s'est avéré que seulement deux participants sur sept connaissent un logiciel audionumérique et qui en plus est un logiciel propriétaire dont je tais le nom. Au vu de ces renseignements j'ai brièvement fait un historique de la genèse des logiciels libres pour choisir un logiciel audionumérique libre qu'on qualifie de couteau suisse dans la profession. Audacity sert en effet à

acquérir le son, le monter et le mixer.

Echos Infocom : Pensez-vous que les journalistes ont compris les rouages que vous leur avez servis ?

Oussouf Diagola : La fiche pédagogique est un outil précieux quand on fait de la formation. Elle renseigne sur l'intérêt des participants, le niveau des connaissances avant et après la formation, l'adaptation de la méthodologie du formateur au groupe... Au regard donc de ces fameuses fiches je crois que la formation a été véritablement bénéfique.

Echos Infocom : D'après vous c'est quoi la prochaine étape ?

Oussouf Diagola : On avait prévu dans les exercices pratiques plusieurs points mais malheureusement on a pu effectuer que l'initiation à Audacity sur deux points l'acquisition et le montage. Plusieurs autres chapitres restent à explorer à savoir la Gestion d'antenne, la programmation numérique, la diffusion on air et on-line, la mise en ligne et le téléchargement.



Parole d'expert ...

Alain Just COLY

Consultant TIC

« Les journalistes devraient s'atteler à mieux maîtriser les TIC dans le cadre de leur profession. »

Echos Infocom : Vous avez été le principal animateur des ateliers techniques organisés à l'attention des professionnels des médias sénégalais du 22 au 26 mai 2006 à Dakar, quel bilan en tirez-vous ?

Alain Just Coly : Globalement, on peut dire que le bilan est satisfaisant si l'on se réfère à l'évaluation qui a été faite du séminaire et aux opinions des principaux concernés, c'est-à-dire les journalistes eux-mêmes. Le séminaire a, en effet, permis d'aborder aussi bien des sujets théoriques que pratiques et les participants ont pu, d'une part, avoir un regard plus net sur des thèmes tels que le SMSI, l'accès universel ou encore la libéralisation des télécoms au Sénégal, mais aussi découvrir que la pratique de certaines choses comme la radio numérique (pour les journalistes radio), le HTML et les blogs n'était pas une chose hors de leur portée.

Echos Infocom : Comment s'est réellement déroulée cette formation ?

Alain Just Coly : Comme je viens de le dire, cette formation comprenait deux volets, un volet théorique et un volet résolument pratique. On peut même y ajouter un dernier volet à travers le média dialogue qui a permis aux journalistes de poser leurs questions aux représentants de sociétés privées et de la société civile réunis autour du thème de l'arrivée d'un nouvel opérateur global au Sénégal. Tout cela s'est déroulé sur 4 jours, la dernière journée ayant été consacrée au média dialogue.

Pour le volet théorique, les organisateurs ont fait appel à des experts en leur domaine pour traiter de thèmes importants. C'est ainsi que Joseph Sarr, maître de conférences à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui a activement participé au processus du Sommet mondial sur la société de l'information, a traité de ce thème en tirant le bilan et les leçons du SMSI après en avoir déroulé le cheminement et explicité l'implication du Sénégal et de l'Afrique. A sa suite, Fatimata Sèye Sylla, présidente de Bokk Jang, a traité des problèmes de l'accès universel au Sénégal tandis que Karim Sy, du cabinet Opensys, a développé le thème de la libéralisation des télécoms, dans l'optique de l'arrivée d'un troisième opéra-



teur au Sénégal.

Concernant les aspects pratiques de l'atelier, trois formations ont été retenues : une formation en radio numérique, une introduction au HTML - le langage qui permet de créer des pages web - et une formation sur la manière de créer en quelques minutes un blog. Il s'agissait là de formations absolument pratiques, en quelque sorte d'apprendre aux journalistes « le mouvement en marchant », en leur faisant faire les choses directement sur l'ordinateur et en leur permettant de voir - ou d'entendre lorsqu'il s'agissait de la formation radio - les résultats en temps réel.

Echos Infocom : Qu'est-ce que vous avez appris concrètement à ces journalistes ?

Alain Just Coly : L'atelier a permis un renforcement de capacités à la fois sur les aspects théoriques et sur les aspects pratiques que je viens de citer. Si je prends l'aspect pratique, par exemple, tous les journalistes ont entendu parler des blogs qui sont devenus un phénomène mondial largement utilisé par les internautes, et notamment les journalistes. Ceux qui ont suivi la formation ont eu tous les outils pour pouvoir créer et alimenter eux-mêmes leur propre blog. C'est un résultat concret qu'ils peuvent mettre en œuvre sans délais. En ce qui concerne la création des pages web, les journalistes ont

découvert que les pages qu'ils visitent tous les jours en surfant d'un site à l'autre étaient le résultat d'un « simple » code, le code HTML. Naturellement, ils ont été loin de maîtriser ce code, mais ils en ont maintenant une idée qu'ils pourront approfondir à partir des connaissances qu'ils ont acquises.

Les journalistes radio ont eu l'opportunité de mieux s'imprégner du fonctionnement et de la gestion d'une radio numérique, des logiciels audionumériques libres et gratuits, ce qui va les aider à faire eux mêmes, pour mieux maîtriser leur production, des choses qu'ils étaient toujours obligés de confier à un technicien.

Quant aux thèmes théoriques de l'atelier et au média dialogue, ils ont permis aux journalistes d'approfondir des sujets que, certes, ils connaissaient plus ou moins, mais dont certains concepts leur étaient parfois moins familiers.

Echos Infocom : Pensez-vous que le message est passé ?

Alain Just Coly : Je crois que le message est passé et les journalistes ont été satisfaits de la formation. Du reste, 70 % d'entre eux, lors de l'évaluation faite de l'atelier, ont donné « bonne » appréciation (note de 7 à 8/10) et 20 %, une appréciation « excellente » (note de 8 à 10/10). La quasi-totalité (85 %) voudrait participer de nouveau à un atelier du même genre si on leur en faisait la proposition. Ce sont là, je crois, des statistiques qui parlent d'elles-mêmes et qui indiquent que le message est passé.

Echos Infocom : Comment avez-vous trouvé vos stagiaires ?

Alain Just Coly : Ils ont été très attentifs aux séances. La plupart étaient vraiment intéressés par les aspects pratiques que certains d'entre eux découvriraient d'ailleurs, surtout en ce qui concerne la création des pages HTML et des blogs, mais aussi en ce qui concerne l'utilisation des radios numériques. Mais sur les thèmes théoriques, ils ont aussi été très attentifs, si l'on se réfère aux nombreuses questions qui ont été posées aux experts après leurs communications respectives.

Echos Infocom : D'après vous les journalistes que vous avez formés

sont-ils prêts aujourd'hui pour user des TIC dans le cadre de leur travail ?

Alain Just Coly : C'est une question qui leur a été posée lors de l'évaluation finale de l'atelier. De nouveau, je vous donne des chiffres puisqu'il est généralement admis qu'ils ne mentent pas : 80 % des séminaristes ont déclaré, dans le cadre de l'évaluation finale, que ce qu'ils ont appris « va beaucoup leur servir dans leur travail quotidien » et seuls 2 % d'entre eux ont estimé que les connaissances acquises n'auront que peu d'impact sur leur travail quotidien. Cependant la majorité des participants (75 %) ont estimé avoir appris « beaucoup de choses » au cours de cet atelier.

Echos Infocom : Est-ce que cette formation est suffisante ou alors il en faut un peu plus pour que les professionnels des médias s'approprient les TIC ?

Alain Just Coly : Je ne peux pas affirmer que cette formation suffit pour maîtriser les choses apprises. Vous savez, ce qui nous guette lorsqu'on apprend une nouvelle matière, surtout quand on est adulte, c'est l'oubli des choses dites. De ce point de vue, les enfants apprennent et retiennent plus rapidement. Pour consolider la formation, il y a deux possibilités. La première, c'est que les personnes formées continuent elles-mêmes à pratiquer à partir de la base de connaissances acquises, en relisant par exemple les supports de cours reçus et en consultant les références données, en créant et en alimentant leur blog, et, pour les aspects théoriques, en s'intéressant de plus près à des thèmes tels que la libéralisation des télécoms, l'accès universel, le SMSI. La deuxième possibilité, c'est de consolider la formation par l'organisation de séances supplémentaires.



Ainsi trois ou quatre formations, pas trop éloignées, permettent d'atteindre un seuil de connaissances tel qu'on ne peut plus raisonnablement oublier ce que l'on sait tout en ayant la possibilité d'aller plus loin.

Echos Infocom : Et si l'on vous proposait un autre atelier technique, quel thème aborderiez vous ?

Alain Just Coly : Je crois qu'en plus de la consolidation des aspects pratiques que l'on a examinés, un thème comme l'utilisation d'Internet comme outil de recherche documentaire peut être très intéressant. C'est-à-dire montrer comment on peut se servir de cet outil pour pratiquer des investigations, sachant bien sûr que les TIC ne remplacent pas les méthodes traditionnelles d'investigations mais les complète très bien. Mais encore faudrait-il savoir s'en servir en connaissant à la fois un certain nombre de principes et un certain nombre de sites et de bases de données où l'on peut chercher et trouver des informa-

tions utiles dans le cadre du travail quotidien d'un journaliste.

Echos Infocom : Un dernier mot ?

Alain Just Coly : Je dirai que les journalistes devraient s'atteler à mieux maîtriser les TIC dans le cadre de leur profession. Les TIC sont devenues une matière à part entière dans la formation des journalistes et non plus « quelque chose » en plus dont on peut éventuellement se passer. C'est la raison pour laquelle le journaliste du XXI^e siècle - le siècle de l'homme numérique, pour parler comme Nicholas Negroponte du Massachusetts Institute of Technology (MIT) - qu'il soit de la radio, de la télé ou de la presse écrite, doit savoir se servir de certains outils qui, même s'ils sont purement techniques, deviennent de plus en plus nécessaires à la pratique quotidienne de la profession. Il y a quelques mois, un professionnel de la communication a dû faire appel à moi pour mettre en place la liste de diffusion dont il avait absolument besoin. C'est pourtant quelque chose de relativement simple pour laquelle on ne devrait pas faire appel à un « informaticien ». Car, dans l'Internet, les outils existent pour mettre en œuvre de telles choses sans être « technicien », encore faut-il les connaître ou apprendre à les connaître. Naturellement, on peut toujours être un bon journaliste sans la connaissance des TIC, mais on est forcément meilleur avec cette connaissance.



Interview réalisée par Karol SAMB